

Portes-Lès-Valence, le 05 juillet 2018

Attestation d'accessibilité d'un ERP de 5ème catégorie/d'un IOP
Conformément à l'article R.111-19-33 du code de la construction et de l'habitation,

Je soussigné **Mr Lombardo Philippe** directeur général de **KHS Know-How Systems SAS** exploitant de l'Établissement recevant du public de 5ème catégorie.
Situé au 15B Rue Laurent de Lavoisier-26800 Portes-Lès-Valence.

atteste sur l'honneur que l'établissement répond à ce jour aux règles d'accessibilité en vigueur.

Cette conformité à la réglementation accessibilité prend en compte (cocher le cas échéant) :

☐ le recours à une ou plusieurs dérogations, obtenue(s) en application de l'article R.111-19-10 du code de la construction et de l'habitation (cf. arrêté préfectoral accordant la ou les dérogations ci-joint) et, en cas de dérogation accordée à un établissement recevant du public remplissant une mission de service public, la mise en place de mesures de substitution permettant d'assurer la continuité du service public ;

☒ l'accessibilité d'une partie de l'établissement de 5ème catégorie dans laquelle l'ensemble des prestations peut être délivré et, le cas échéant, la délivrance de certaines de ces prestations par des mesures de substitution.

J'ai pris connaissance des sanctions pénales encourues par l'auteur d'une fausse attestation, en application des articles 441-1 et 441-7 du code pénal.

P/lo Lombardo Philippe

KhS

KNOW-HOW SYSTEMS LAMPO PROCESS®

KHS Know-How System S SAS

15 B, Rue Laurent de Lavoisier

26800 Portes-Lès-Valence

RCS Romans B 750 478 794

Article 441-1 du code pénal

Constitue un faux toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques. Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45000 euros d'amende.

Article 441-7 du code pénal

Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait :

1° D'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ;

2° De falsifier une attestation ou un certificat originellement sincère ;

3° De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende lorsque l'infraction est commise